

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°2025-14 du 2 septembre 2025

## En bref

### Énergie

1. L'État indien apporte un soutien public significatif à la consommation domestique de gaz de pétrole liquéfié (GPL) : 1,4 Md USD de subventions sont prévues en 2025 au bénéfice des ménages, tandis que les entreprises pétrolières publiques percevront 3,4 Mds USD de compensations liées à la régulation des prix du GPL domestique.
2. L'Inde approuve un investissement de 930 M USD pour un projet hydroélectrique de 700 MW en Arunachal Pradesh.
3. L'Inde atteint un prix record de 55,75 INR/kg (0,64 USD/kg) pour la production de 75 000 tonnes d'ammoniac vert lors du premier appel d'offres organisé par l'agence publique SECI.
4. Indian Oil et Air India signent un protocole d'accord pour la fourniture de carburant d'aviation durable (SAF).

### Transports

5. L'Inde augmente sa contribution à son fonds de développement maritime, portée à 8,4 Mds USD, pour renforcer la construction navale et les infrastructures portuaires.
6. La *Shipping Corporation of India* va acheter 26 navires construits localement pour 2,3 Mds USD.
7. Adani Ports lance un parc logistique de 72 M USD à Kochi pour renforcer le pôle industriel du Kerala.

8. L'Andhra Pradesh s'associe à APM Terminals pour développer trois grands ports.

## Ville

9. L'Inde approuve la Phase 1B du projet d'extension du métro de Lucknow dans l'Uttar Pradesh.

## Environnement

10. L'Inde aura besoin de 467 Mds USD d'ici 2030 pour décarboner quatre secteurs clés.

## Numérique

11. L'Inde adopte une loi interdisant les jeux d'argent en ligne et fait la promotion de l'e-sport et les jeux numériques sociaux et éducatifs.
12. OpenAI ouvre son premier bureau en Inde à New Delhi et lance plusieurs initiatives axées sur l'éducation en Inde en vue de l'Indian AI Impact Summit de 2026.
13. Le recours à la reconnaissance faciale dans le cadre du système numérique d'identité Aadhar est en fortement augmentation (193,6 millions d'authentifications réalisées sur le mois de juillet 2025).

# Énergie

L'État indien apporte un soutien public significatif à la consommation domestique de gaz de pétrole liquéfié (GPL) : 1,4 Md USD de subventions sont prévues en 2025 au bénéfice des ménages, tandis que les entreprises pétrolières publiques percevront 3,4 Mds USD de compensations liées à la régulation des prix du GPL domestique.

Une compensation de 300 Mds INR (3,43 Mds USD), versée en douze tranches, sera accordée aux trois principales entreprises publiques de distribution de produits pétroliers : Indian Oil Corporation (IOCL), Bharat Petroleum Corporation Limited (BPCL) et Hindustan Petroleum Corporation Limited (HPCL). Elle vise à couvrir les pertes liées à la vente de gaz de pétrole liquéfié (GPL) domestique, fourni à prix régulés afin de protéger les consommateurs des fluctuations internationales, alors que l'Inde importe près de 60 % de ses besoins en GPL.

Parallèlement, la reconduction de la subvention dans le cadre du Pradhan Mantri Ujjwala Yojana (PMUY) a été approuvée pour l'exercice fiscal 2025-26. Lancé en 2016, le programme vise à faciliter l'accès des ménages à faibles revenus au GPL en prenant en charge l'installation des infrastructures nécessaires et en subventionnant les bouteilles de gaz. La subvention, fixée à 300 INR (3,43 USD) par bouteille de 14,2 kg, est limitée à neuf recharges par an, pour un coût total estimé à 120 Mds INR (1,37 Md USD).

Au 1er juillet 2025, environ 103,3 millions de bénéficiaires étaient recensés à travers le pays, avec une consommation annuelle moyenne de 4,47 bouteilles par foyer.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## L'Inde approuve un investissement de 930 M USD pour un projet hydroélectrique de 700 MW en Arunachal Pradesh

Un investissement de 81,46 Mds INR (930 M USD) a été approuvé pour la construction du projet hydroélectrique Tato-II dans le district de Shi Yomi, en Arunachal Pradesh (Nord-Est). Le projet, d'une capacité installée de 700 MW (4 x 175 MW), devrait produire 2 738 millions de kWh par an et être achevé en 72 mois. Il sera mis en œuvre par une coentreprise entre l'entreprise publique North Eastern Electric Power Corporation Ltd. (NEEPCO) et le gouvernement de l'Arunachal Pradesh.

L'État indien apportera 4,59 Mds INR (52 M USD) sous forme de soutien budgétaire pour les infrastructures connexes (routes, ponts et lignes de transmission associées), ainsi que 4,36 Mds INR (50 M USD) en prise de participation en capital dans le projet par l'État central. L'Arunachal Pradesh obtiendra 12 % d'électricité gratuite et 1 % supplémentaire destiné au Local Area Development Fund (LADF), un mécanisme visant à financer des projets de développement économique et social dans les zones concernées par le projet.

Le projet comprend également des améliorations d'infrastructures locales, notamment la construction de 32,9 km de routes et de ponts. Des fonds spécifiques

de 200 M INR (2,3 M USD) sont prévus pour renforcer les services de santé, d'éducation, de commerce et d'équipements communautaires (marchés, terrains de sport, etc.) dans les zones environnantes.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **L'Inde atteint un prix record de 55,75 INR/kg (0,64 USD/kg) pour la production de 75 000 tonnes d'ammoniac vert lors du premier appel d'offres organisé par l'agence publique SECI**

Dans le cadre de la Mission nationale pour l'hydrogène vert (NGHM), le premier appel d'offres basé sur un système d'enchères inversées organisé par l'agence publique Solar Energy Corporation of India (SECI) pour la production d'ammoniac vert via le dispositif SIGHT (Strategic Interventions for Green Hydrogen Transition) a abouti à un prix plancher de 55,75 INR/kg (641 USD/tonne), fixé pour une durée de dix ans. Le programme SIGHT permet au producteur de bénéficier d'incitations financières de l'Etat liées à la production locale dégressives et versées sur 3 ans (8,82 INR/kg, 7,06 INR/kg et 5,30 INR/kg). À titre de comparaison, le prix de l'ammoniac gris (produit à partir de combustibles fossiles sans captation d'émissions de gaz à effet de serre) atteignait 515 USD/tonne en mars 2025.

Ce premier appel d'offres porte sur un volume de production de 75 000 tonnes par an d'ammoniac vert destiné à l'entreprise publique Paradeep Phosphates Limited, dans l'État d'Odisha, pour sa production d'engrais. 13 enchères prévues dans les prochains mois, pour une capacité totale cumulée de 724 000 tonnes/an devrait également être lancées. A noter qu'il s'agit du premier appel d'offres de la SECI ayant abouti sur la production d'ammoniac vert, la première tentative remontant à juin 2024.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **Indian Oil et Air India signent un protocole d'accord pour la fourniture de carburant d'aviation durable (SAF)**

Indian Oil Corporation (IOC), premier raffineur et distributeur de produits pétroliers du pays, et Air India ont signé un protocole d'accord (MoU) portant sur la fourniture de carburant d'aviation durable (SAF, *Sustainable Aviation Fuel*). Cet accord fait suite à l'annonce, début août, de l'obtention par IOC de la première certification ISCC (International Sustainability & Carbon Certification) au titre du dispositif CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation) en Inde, pour la production de SAF dans son usine de Panipat (Haryana).

Le gouvernement indien, qui a fixé des objectifs d'incorporation du SAF dans les vols internationaux des compagnies indiennes alignés sur l'initiative mondiale CORSIA, encourage les partenariats entre compagnies aériennes et acteurs énergétiques. Le SAF produit par IOC devrait permettre à Air India d'alimenter progressivement ses opérations commerciales avec des carburants alternatifs issus de ressources renouvelables, réduisant ainsi de manière significative les émissions par rapport au kérosène conventionnel. Pour l'Inde, qui ambitionne de se positionner comme un acteur clé sur le marché émergent des SAF, l'obtention de cette première certification ISCC CORSIA et la signature de ce protocole d'accord représentent des étapes significatives.

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a fixé l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050 pour le secteur aérien, et les carburants renouvelables constituent une composante essentielle de cette stratégie.

[En savoir plus](#)

# Transports

## L'Inde augmente sa contribution à son fonds de développement maritime, portée à 8,4 Mds USD, pour renforcer la construction navale et les infrastructures portuaires

L'Inde prévoit une augmentation significative de son fonds de développement maritime (MDF), qui passera de 3 à 8,4 Mds USD. Cette décision, déjà approuvée par le Comité des finances publiques et en attente de validation finale par le Cabinet du Premier Ministre, vise à fournir des financements à long terme et à faible coût pour soutenir la construction et la réparation de navires, l'extension de la flotte maritime ainsi que le développement des infrastructures portuaires.

Le MDF fonctionnera selon un modèle de financement mixte avec 49 % de capitaux publics (dont des fonds issus des autorités de gestion des ports publics) et 51 % de capitaux commerciaux provenant d'institutions multilatérales, bilatérales et de fonds souverains. À l'horizon 2047, les besoins d'investissement dans le secteur maritime indien sont estimés entre 885 et 940 Mds USD, couvrant notamment le développement de la flotte, les technologies bas carbone, la modernisation des ports et le renforcement des capacités nationales de construction navale.

Cette initiative s'accompagne de réformes législatives récentes, telles que l'adoption de quatre nouvelles lois maritimes et la présentation de la loi sur les ports indiens, destinée à moderniser le cadre juridique en vigueur depuis plus d'un siècle. Des mesures incitatives sont également prévues, notamment des subventions comprises de 15 à 25 % pour la construction de navires, des exonérations fiscales, ainsi que la reconnaissance du statut d'infrastructure pour les grands navires dont la valeur dépasse 120 M USD. Cette mesure permettra aux compagnies maritimes d'accéder à des financements à long terme et à faible coût. Par ailleurs, la Sagarmala Finance Corporation, première société financière non bancaire (NBFC) et spécialisée dans le maritime, devrait entamer ses activités d'ici six mois.

L'Inde ambitionne de se hisser parmi les 10 premiers constructeurs navals mondiaux d'ici 2030, puis dans le top 5 en 2047, pour devenir un centre mondial de la construction navale et du transport maritime.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## La Shipping Corporation of India va acheter 26 navires construits localement pour 2,3 Mds USD

La Shipping Corporation of India (SCI), principale compagnie maritime publique du pays, a annoncé l'achat de 26 navires fabriqués en Inde, pour une valeur de 198,2 Mds INR (2,3 Mds USD). Cette initiative vise à renforcer la construction navale locale et à réduire la dépendance vis-à-vis des navires étrangers.



Cette commande de SCI fait partie d'une vaste campagne d'acquisition de navires par les industries indiennes du pétrole, du gaz naturel, de l'acier et des engrais. Ensemble, elles devraient commander 207 navires, pour une valeur proche de 18 Mds USD. L'Inde prévoit également l'achat de 112 pétroliers d'ici 2040 pour soutenir ses besoins énergétiques croissants. Actuellement, la SCI exploite 55 navires (pétroliers, vraquiers, porte-conteneurs et navires de soutien offshore).

En parallèle, l'Inde a lancé en début d'année un Fonds de Développement Maritime pour soutenir les chantiers navals et les compagnies maritimes. L'objectif est de porter la part des pétroliers construits en Inde de 5 % aujourd'hui à 7 % en 2030, avec une ambition de 70 % d'ici 2047.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **Adani Ports lance un parc logistique de 72 M USD à Kochi pour renforcer le pôle industriel du Kerala**

Adani Ports and Special Economic Zone Ltd. (APSEZ) a annoncé le développement d'un nouveau parc logistique de 28 hectares à Kochi (Kerala), avec un investissement de 72 M USD (6 Mds INR). Ce projet, inauguré dans le cadre de l'initiative *Invest in Kerala*, vise à faire de cet État un important pôle logistique et industriel.

Le site comprendra 120 000 m<sup>2</sup> d'infrastructures logistiques intégrées, avec des solutions numériques de bout en bout conçues pour réduire les coûts de transport, permettre des opérations en flux tendu et améliorer la compétitivité à l'export. Il desservira des secteurs variés, tels que l'e-commerce, les biens de grande consommation (FMCG), les produits pharmaceutiques, l'automobile et le commerce de détail. Le projet devrait générer plus de 1 500 emplois directs, tout en créant des opportunités indirectes pour les PME, contribuant ainsi au développement de l'écosystème logistique du Kerala.

Situé dans la zone industrielle de Kalamassery à Kochi, il s'agit du premier projet logistique d'APSEZ dans l'État. Le parc devrait intégrer des solutions intelligentes, des bornes de recharge pour véhicules électriques et une gestion numérique en temps réel de la chaîne logistique via des opérations automatisées.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie économique du Kerala, qui cherche à attirer de grands investissements dans les infrastructures. De plus le parc de Kochi devrait s'intégrer dans le cadre de l'établissement du corridor logistique du Sud de l'Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **L'Andhra Pradesh s'associe à APM Terminals pour développer trois grands ports**

L'Andhra Pradesh Maritime Board (APMB) a signé un protocole d'accord (MoU) avec APM Terminals, filiale du groupe A.P. Moller-Maersk, pour développer trois grands ports : Ramayapatnam, Machilipatnam et Mulapeta. L'investissement prévu s'élève à 90 Mds INR (1,08 Md USD). Ce projet vise à moderniser les infrastructures maritimes de l'État, renforcer son rôle de plateforme logistique, et créer environ 10 000 emplois directs.

Dans ce cadre, APM Terminals apportera son expertise pour la construction des terminaux et des installations de manutention, tout en assurant l'exploitation des futurs ports. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de l'Andhra Pradesh, qui ambitionne

d'implanter un port ou un port de pêche tous les 50 km le long de ses 1 000 km de littoral, afin de devenir la « porte orientale » du commerce maritime de l'Inde.

Le projet met également l'accent sur une planification logistique intégrée, incluant la route, le rail, les voies navigables intérieures et la connectivité aérienne. Cette approche pourrait également bénéficier aux États voisins comme le Telangana, le Chhattisgarh, le Maharashtra, le Karnataka et l'Odisha.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

## Ville

### L'Inde approuve la Phase 1B du projet d'extension du métro de Lucknow dans l'Uttar Pradesh

La Phase 1B du projet d'extension du métro de Lucknow dans l'État de l'Uttar Pradesh a été approuvée en août 2025. Elle prévoit onze kilomètres de voies, douze nouvelles stations, dont sept souterraines et cinq aériennes. Une fois mise en service, le réseau de métro de Lucknow atteindra 34 kilomètres. Le projet représente un budget estimé à 58 Mds INR (661 M USD).

La Phase 1B vise à améliorer la desserte d'Old Lucknow, l'une des zones les plus densément peuplées de la ville et qui manque actuellement de transports publics suffisants. La nouvelle ligne traversera des zones commerciales (Aminabad, Yahiyaganj, Pandeyganj et Chowk), desservira des infrastructures médicales (King George's Medical University), et offrira un accès à des sites touristiques (Bara Imambara, Chota Imambara, Rumi Darwaza, le labyrinthe Bhool Bhulaiya et la Clock Tower), tout en améliorant la connexion intermodale avec la desserte de l'aéroport, la gare ferroviaire et les gares routières.

[En savoir plus](#)

## Environnement

### L'Inde aura besoin de 467 Mds USD d'ici 2030 pour décarboner quatre secteurs clés

Une nouvelle étude du *Centre for Social and Economic Progress* (CSEP), en collaboration avec la *Task Force on Climate, Development and the IMF*, estime que l'Inde devra mobiliser 467 Mds USD d'ici 2030 pour placer quatre de ses secteurs les plus émetteurs de CO<sub>2</sub> (l'énergie, l'acier, le ciment et le transport) sur une trajectoire bas-carbone. Ces secteurs représentent collectivement plus de la moitié des émissions du pays.

Contrairement aux projections habituelles « descendantes », l'étude adopte une approche sectorielle « ascendante », jugée plus fine et réaliste des besoins financiers. Selon ses calculs, l'Inde aura besoin en moyenne de 54 Mds USD par an entre 2022 et 2030, soit environ 1,3 % de son PIB. Plus de 80 % de ce financement concernerait les secteurs de l'acier et du ciment, fortement dépendants des technologies coûteuses de captage et stockage du carbone (CSC). À l'inverse, la décarbonation du secteur de

l'énergie coûterait environ 57 Mds USD, un montant bien plus faible que prévu grâce aux faibles coûts des énergies renouvelables. Le secteur des transports nécessitera aussi des investissements importants pour accélérer l'adoption des véhicules électriques, développer les bornes de recharge et renforcer les cadres financiers et réglementaires.

Le rapport souligne que, même si les besoins sont considérables, ils restent atteignables si l'Inde combine financements internes et externes. Parmi les recommandations figurent la promotion des investissements privés dans les secteurs de l'acier et du ciment, notamment par le biais de subventions et de transfert de technologies internationales, ainsi que le renforcement du réseau électrique grâce à une capacité de stockage accrue. Les auteurs avertissent toutefois sur le fait que des retards dans la mobilisation des fonds risqueraient d'enfermer le pays dans des trajectoires fortement émettrices, difficiles et coûteuses à corriger par la suite.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Numérique

### L'Inde adopte une loi interdisant les jeux d'argent en ligne et fait la promotion de l'e-sport et les jeux numériques sociaux et éducatifs

En août 2025, le Parlement indien a adopté le *Promotion and Regulation of Online Gaming Bill, 2025*, visant à interdire les jeux d'argent en ligne et a affiché son soutien à l'e-sport et aux jeux sociaux en ligne. Le projet de loi a été approuvé par les deux chambres, la Lok Sabha (Chambre du peuple, chambre basse élue au suffrage direct) et la Rajya Sabha (Conseil des États, chambre haute représentant les États de l'Inde). Après approbation parlementaire, le texte a reçu l'assentiment du Président de l'Inde, une exigence constitutionnelle, et a été promulgué.

Cette législation répond à des préoccupations croissantes concernant l'addiction, le surendettement des familles et même des suicides liés aux paris en ligne et aux plateformes de « fantasy games ». Selon les estimations officielles, près de 450 millions de citoyens ont été affectés par les jeux d'argent en ligne, avec des pertes financières dépassant 2,3 Mds USD. L'Organisation mondiale de la santé a classé le « trouble du jeu vidéo » comme une pathologie, soulignant les risques.

Le texte interdit tous les jeux d'argent en ligne, qu'ils reposent sur l'habileté et/ou le hasard. La publicité pour ces plateformes sera également proscrite, et les banques ainsi que les systèmes de paiement n'auront pas le droit de traiter leurs transactions. Les infractions pourront entraîner jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ou des amendes allant jusqu'à 2,3 M USD en cas de récidive.

En parallèle, l'Inde met en avant le potentiel de croissance de l'industrie du jeu vidéo. La loi reconnaît les compétitions de jeux vidéo organisées (e-sports) comme des disciplines sportives légitimes relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports, et encourage l'investissement dans des académies de formation et des centres de recherche. Des jeux en ligne sociaux et éducatifs jugés sûrs pourront également recevoir une certification et un soutien étatique.



Pour superviser la mise en œuvre, une autorité nationale, l'*Online Gaming Authority* sera chargée de classer les jeux, de recenser les plateformes et d'émettre des lignes directrices de conformité.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## OpenAI ouvre son premier bureau en Inde à New Delhi et lance plusieurs initiatives axées sur l'éducation en Inde en vue de l'Indian AI Impact Summit de 2026

OpenAI, entreprise américaine spécialisée dans les modèles d'IA générative (ChatGPT), a annoncé l'ouverture de son premier bureau à New Delhi ainsi que le lancement de plusieurs initiatives axées sur l'éducation dans le pays. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre de l'IndiaAI Mission, stratégie nationale de l'Inde sur l'intelligence artificielle, et dans la perspective de l'India AI Impact Summit. Ce sommet international sur l'IA, prévu les 19 et 20 février 2026 en Inde, fait suite au AI Action Summit organisé à Paris en février 2025, en mettant l'accent sur le développement de systèmes d'intelligence artificielle pour un développement économique inclusif. L'India AI Impact Summit devrait réunir des chefs d'État et des dirigeants de grandes entreprises technologiques mondiales, dont M. Sam Altman (CEO d'OpenAI) et M. Sundar Pichai (CEO de Google).

OpenAI a annoncé plusieurs initiatives dans le domaine de l'éducation en Inde (OpenAI Learning Accelerator), visant à faciliter l'adoption par les citoyens indiens de ChatGPT. Ce programme comprend un investissement de 43,8 M INR (500 000 USD) dans la recherche en collaboration avec l'IIT de Madras, mais aussi un partenariat avec le Ministère de l'Éducation, *All India Council for Technical Education* (AICTE) et des écoles du système privé membres de FICCI (*Arise Alliance for Reimagining School Education*) pour la distribution de 500 000 licences ChatGPT aux étudiants et enseignants ainsi que des programmes de formation pour les enseignants afin de soutenir l'usage de l'IA en classe. L'entreprise a également présenté ChatGPT Go 399, un abonnement étudiant au prix attractif de 399 INR par mois (environ 4,6 USD).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Le recours à la reconnaissance faciale dans le cadre du système numérique d'identité Aadhaar est en forte augmentation (193,6 millions d'authentifications réalisées sur le mois de juillet 2025)

Le ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'information (MeitY) a annoncé que le système Aadhaar Face Authentication a permis de réaliser 193,6 millions d'authentifications faciales en juillet 2025, contre 57,7 millions au cours du même mois en 2024. Aadhaar, le programme national d'identité numérique de l'Inde, attribue à chaque résident un numéro à 12 chiffres lié à des données biométriques (empreintes digitales, scans de l'iris et, de plus en plus, reconnaissance faciale). Le système, administré par l'UIDAI (Unique Identification Authority of India), est largement utilisé pour la vérification d'identité, aussi bien dans les programmes sociaux que dans les services privés.

En juillet 2025, les volumes d'utilisation d'Aadhaar ont progressé de 22 % par rapport à juin 2025. Au total, l'UIDAI a enregistré 2,21 milliards d'authentifications sur le mois

dont près de 200 millions d'authentifications grâce à la reconnaissance faciale. Plus de 150 organisations – ministères, banques, compagnies pétrolières et opérateurs télécoms – recourent désormais à la reconnaissance faciale. Sur la même période, 395,6 millions d'eKYC (electronic Know Your Customer) ont également été réalisés, facilitant les vérifications d'identité dans les services bancaires et financiers.

L'usage de la reconnaissance faciale pour le système d'identité numérique Aadhar se généralise. Des programmes sociaux tels que le NSAP (National Social Assistance Programme), où environ 1,37 million de bénéficiaires se sont authentifiés en juillet pour percevoir leurs prestations sociales, l'utilisent déjà. Les 850 facultés de médecine placées sous la tutelle de la NMC (National Medical Commission) recourent à la reconnaissance faciale pour le pointage du personnel, tandis que des organismes de recrutement comme la SSC (Staff Selection Commission) et la RRB (Railway Recruitment Board) l'emploient pour l'inscription des candidats.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>